

## REPAS À 1 € AU CROUS : UNE AVANCÉE SOCIALE QUI EXIGE DES MOYENS À LA HAUTEUR

*La généralisation du repas à 1 € dans les restaurants universitaires constitue une mesure sociale importante face à la précarité étudiante. Mais cette avancée ne pourra tenir ses promesses que si l'État donne au réseau des CROUS les moyens humains et financiers nécessaires.*

**D**ans un contexte d'inflation persistante, de hausse du coût du logement et de précarité étudiante massive, permettre à chaque étudiant-e d'accéder à un repas complet et équilibré pour un euro constitue une réponse concrète à l'urgence sociale.

Pour beaucoup d'étudiant-es, il ne s'agit pas d'un simple « coup de pouce », mais d'une condition de réussite.

Se nourrir correctement permet d'étudier, de se concentrer et de poursuivre ses études dans des conditions dignes.

La restauration universitaire est à ce titre un service public essentiel.



La CGT soutient la généralisation du repas à 1 € pour toutes et tous. Mais cette

mesure ne peut pas se faire à moyens constants.

Un repas servi dans un restaurant universitaire représente un coût réel moyen d'environ 9 €, incluant la production, les personnels et les charges de fonctionnement. Si les étudiant-es ne paient qu'1 €, la différence doit être prise en charge par la puissance publique.



Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a annoncé une enveloppe de 50 millions d'euros pour accompagner cette mesure :

> 45 millions pour le fonctionnement (compensation du repas à 1 €, mesures RH et anticipation de la hausse de fréquentation) et 5 millions pour l'investissement afin de renouveler le matériel.

Cependant cette enveloppe reste insuffisante. L'expérience récente avec le repas à 1 € pour les étudiant-es boursier-es a déjà entraîné une hausse importante de la fréquentation et, dans de nombreux sites, une saturation des restaurants universitaires aux heures de pointe.

La généralisation à l'ensemble des étudiant-es accentuera cette tendance

alors qu'aucune création d'emplois ni relèvement du plafond d'emplois national ne sont prévus à ce stade.

Si le repas à 1 € devient un service universel accessible à l'ensemble des étudiant-es, la restauration universitaire doit être financée intégralement par l'État et ne plus reposer en partie sur les ressources propres des CROUS.



Investir dans la jeunesse, c'est investir dans l'avenir.

Donner les moyens aux CROUS et à leurs agent-es, c'est garantir l'égalité d'accès aux études et la dignité pour toutes et tous.